



## Projet « TERRE SAIN ET SOUVERAINE – Phase II » - Bolivie

*« Malgré certaines difficultés comme les sécheresses, les gelées, les grêles, etc., je crois que je vais continuer à travailler comme agriculteur, c'est quelque chose que j'aime faire. Je produis notamment des légumes comme des oignons et des carottes. Nous avons appris à préparer des intrants écologiques, comme les fertilisants foliaires ou la bouillie nantaise, qui ont donné de bons résultats notamment dans nos champs de quinoa. Cela nous motive à poursuivre en tant qu'agriculteurs. Nous commercialisons le quinoa bio de façon associée, cette année je devrais livrer 3 tonnes. Cela nous convient d'être associés, parce qu'en vendant de façon individuelle, les prix sont très bas. »*

**Genaro Quispe Pérez, producteur de Sally Suicuni**





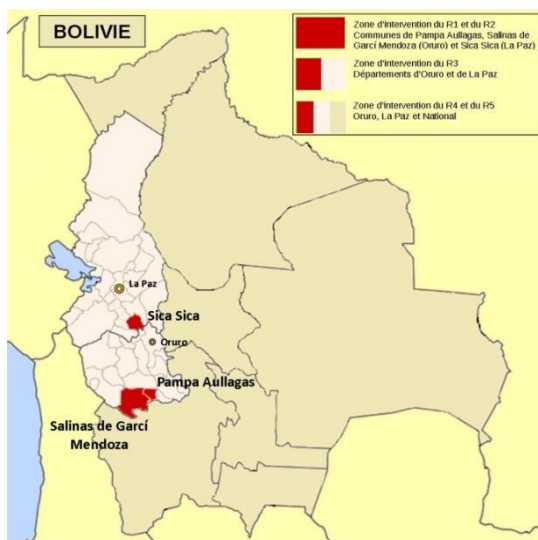
## 1. Présentation du projet

Le projet vise à renforcer durablement des aspects ciblés de la souveraineté alimentaire renforcés dans les zones d'intervention, en prenant en compte les spécificités liées au genre.

Le projet accompagne les familles paysannes au sein de leurs exploitations et leurs écoles, dans leurs efforts de transition vers la production agroécologique. Il s'agit d'appuyer la mise en œuvre d'un modèle de production intégrée avec 3 communautés de Ladislao Cabrera et de 8 écoles de Sica Sica et d'assurer le suivi du volet productif et alimentaire du projet scolaire « Potagers agroécologiques » développé par 46 écoles de Ladislao Cabrera, en valorisant les savoirs et les savoirs faire endogènes et exogènes.

Le projet renforce également les capacités des différents acteurs directement impliqués dans les activités, en particulier les communautés et les institutions partenaires et promeut la conscientisation, la concertation et le plaidoyer pour faire évoluer les mentalités et les politiques en faveur de l'agriculture familiale et de la souveraineté alimentaire.

## 2. Zones d'intervention



Les zones d'intervention prioritaires, les communes de Salinas de Garci Mendoza et de Pampa Aullagas (département d'Oruro) et celle de Sica Sica (département de La Paz) se situent sur l'Altiplano.

## 3. Bénéficiaires

*Bénéficiaires finaux* : 46.261 habitants ruraux des 3 communes de la zone d'intervention prioritaire et les 34.700 élèves du département d'Oruro et de la commune de Sica Sica, ainsi que les acteurs locaux, régionaux et nationaux impliqués dans les thématiques.



*Bénéficiaires directs* : (i) 4.500 enfants, adolescents, professeurs, mères-vigilantes et membres des 442 familles paysannes ; (ii) 18 organisations économiques communautaires (OECOM), 46 comités scolaires d'alimentation saine (CASE), 8 groupes écologiques et les 2 partenaires.

#### **4. Contexte et problématique**

La Bolivie jouit depuis plusieurs années d'une stabilité économique, avec des taux de croissance élevés (moyenne de 4,8 % entre 2006 et 2012), une inflation contrôlée, une balance commerciale positive et l'augmentation des recettes fiscales. Cependant, le pays figure entre les plus inégaux du continent américain : les 20 % des gens les plus riches gagnent 60 fois plus que les 20 % les plus pauvres, plaçant la Bolivie à la 11e place dans la liste des pays les plus inégaux. La pauvreté affecte encore 51 % de la population (26 % en conditions d'extrême pauvreté, 48 % en zone rurale et 14% en zone urbaine).

Les zones d'intervention prioritaires se situent sur l'Altiplano. Dans cette zone, la plupart des gens habitent dans des hameaux dont les maisons en adobe sont rarement équipées de sanitaires, ni d'eau courante, ni d'électricité. Les populations locales affrontent des conditions climatiques extrêmes, spécialement le vent sec constant, le soleil diurne intense, l'irrégularité des pluies et le froid nocturne. Les sols, salins et arides, rendent difficile une production agricole diversifiée. L'agriculture reste néanmoins l'activité principale de la population locale.

En plus de ces conditions écologiques adverses, l'agriculture est également confrontée aux problèmes techniques (dépendance aux intrants externes, gestion de l'eau et des sols...), face auxquels peu de solutions sont proposées. Certaines institutions ont appuyé par le passé la production conventionnelle, promouvant la commercialisation, en particulier l'exportation, comme la solution à tous les problèmes. Cela a entraîné une tendance à la monoculture, soit de pomme de terre, soit de quinoa, soit d'orge, selon les régions. Par conséquent, les autres productions agricoles, comme la cañihua, la oca, le tarwi (lupin), la papalisa, l'isaño et les cultures maraîchères ont été délaissés. Cette situation rend les producteurs encore plus dépendants des intrants et des marchés. Les produits offerts sur le marché sont généralement de mauvaise qualité, ce qui entraîne l'institutionnalisation des prix faibles, définis par les intermédiaires, vu qu'il n'existe pas, dans la zone, d'organisations paysannes qui puissent réguler les prix.

Dans le cas particulier du quinoa, on assiste depuis 20 ans à des changements importants des systèmes de production dus à la demande croissante de ce produit sur le marché international. Cette intensification de la culture de quinoa comme culture de rente (et non de consommation) conduit les producteurs à délaissier l'élevage et la



gestion traditionnelle du territoire et de ses principales ressources ; elle provoque une forte dégradation des écosystèmes et met, par conséquent, en danger la viabilité, déjà fragile, de l'économie paysanne.

Dans le contexte adverse de l'altiplano, on constate également une forte vulnérabilité alimentaire (la malnutrition chronique affecte 37 % des enfants des zones d'intervention prioritaires), aggravée par des pratiques alimentaires inadéquates.

Par ailleurs, malgré quelques avancées récentes en termes d'incorporation des femmes dans les espaces de décision des organisations, voire dans certaines institutions privées ou publiques, beaucoup de femmes rurales ont encore de grosses difficultés à mettre en œuvre leurs projets ou leurs initiatives productives ou économiques, plus encore à occuper des postes à responsabilité dans les entreprises privées ou les institutions publiques.

## **5. Objectifs généraux et spécifiques**

Le projet vise à renforcer durablement des aspects ciblés de la souveraineté alimentaire renforcés dans les zones d'intervention, en prenant en compte les spécificités liées au genre.

Les aspects de la souveraineté alimentaire ciblés par ce projet en Bolivie sont les suivants :

- accès durable aux semences et intrants ;
- développement de techniques de production agroécologiques ;
- renforcement des organisations paysannes et plus largement des acteurs locaux ;
- information sensibilisation ;
- plaidoyer et défense du droit à l'alimentation pour tous ;
- amélioration de l'alimentation (en qualité et en diversité).



## Principaux résultats attendus :

### R.1. Les membres des familles paysannes améliorent durablement leurs productions agricoles.

Le projet accompagnera les familles paysannes, dans leurs exploitations et dans les écoles, dans leurs efforts de transition vers la production agroécologique.

Échange d'expériences entre groupements de femmes de la commune de Sica Sica : semis d'oignons en plein sol.



### R.2. Les membres des familles paysannes valorisent adéquatement leurs productions agricoles.

En Bolivie, ce résultat cible la composante « alimentation » de la valorisation de la production. Le projet renforcera l'expérience au niveau des écoles et des familles des communes de Salinas de Garcí Mendoza et de Pampa Aullagas (province de Ladislao Cabrera). Il apportera également un appui-conseil aux acteurs qui désirent mettre en œuvre le projet éducatif « Potagers agroécologiques » dans d'autres écoles.



R.3. Les organisations paysannes et les institutions partenaires sont renforcées dans leurs capacités à soutenir efficacement les familles paysannes, en tenant compte des spécificités des membres de celles-ci.

Le projet renforcera les capacités des différents acteurs directement impliqués dans les activités : (1) OECOM, CASE et groupes écologiques ; (2) institutions partenaires. Cet appui intégrera les aspects institutionnels, techniques, de gestion et de genre.

R.4. La perception des enjeux différenciés selon le genre, les comportements, les orientations politiques et les cadres de concertation évoluent en faveur de l'agriculture familiale et de la souveraineté alimentaire.

Le projet agira à trois niveaux : (1) conscientisation en organisant des échanges et des événements (foires, concours) ; (2) concertation à travers le renforcement des COMAN et du CAECINA et la poursuite de la collaboration avec la Direction départementales de l'Éducation (DDE) ; (3) plaidoyer en soutenant les efforts du CONAN et du CNAPE pour la mise en œuvre de leurs programmes favorisant la souveraineté alimentaire.

R.5. Les expériences du programme et d'autres informations pertinentes sont diffusées au bénéfice des groupes ciblés.

Le projet s'inscrit dans une logique de valorisation des savoirs et des savoirs faire, au profit des bénéficiaires et des acteurs potentiellement intéressés par les thématiques développées. Cette valorisation sera réalisée grâce à la mise en œuvre par les partenaires d'un système de suivi et évaluation efficient, qui permette de mettre en évidence les bonnes pratiques du projet et à la capitalisation et à la diffusion de bonnes pratiques du projet.

## **6. Durée**

2011-2016

## **7. Partenaires**

- Asociación de Promotores de Salud de Área Rural (APROSAR)
- Fundación AGRECOL Andes (AGRECOL Andes)





## **8. Budget total et partenaires financiers**

	Budget total en EUR
Budget total	461,199.56
Subside DGD	372,697.96 €
Apport ADG et partenaires stratégiques	88,501.60 €

**Avec le soutien de  
LA COOPÉRATION  
BELGE AU DÉVELOPPEMENT** 